

Les Echos de l'Eco

echosdeleco.com

SEPTEMBRE 2022 - N°018 / GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU



L'ARTF MET LES ENTREPRISES SUR LES BONS RAILS

Créée en 2010, l'ARTF est une autorité administrative indépendante de l'État chargée de réguler l'ensemble du dispositif du réseau ferroviaire. Cet organisme assure des missions de contrôle, de conseil et d'arbitrage relatives aux infrastructures...

P. 4-5

Interview

Patrice Nendjot Aboubakar Secrétaire exécutif de l'Autorité de régulation des transports ferroviaires

Essentiels



NETIS : la Société qui nous connecte

Netis est un groupe international créé en Côte d'Ivoire en 2009 par deux associés : Jean Farhat et Jean Claude Figali. Depuis 13 ans, Netis est l'un des prestataires de services principaux des réseaux télécommunications et énergie en Afrique de l'Est et de l'Ouest, avec un siège social basé au Maroc...

P. 6



La Confédération patronale gabonaise fait peau neuve

Ce n'est plus un scoop, depuis le 29 juillet 2022, la CPG est représentée par Monsieur Henri Claude Oyima.

P. 8-9



La Semaine africaine du climat s'achève à Libreville sous de bons auspices

Inaugurée par son excellence le président de la République Monsieur Ali Bongo Ondimba, la Semaine africaine du climat s'est tenue à Libreville...

P. 12



VOS SOLUTIONS INNOVANTES
DANS L'INDUSTRIE
DES TÉLÉCOMS & L'ÉNERGIE.



www.netisgroup.net

Soutenir la relève notre combat



Nous vous devons

plus qu'un service

Édito

BONNE RENTRÉE À TOUTES ET À TOUS

Cette période estivale n'a pas freiné le flux de l'actualité. Elle est riche en ce mois de septembre 2022. Les enjeux climatiques, l'assemblée générale de la Cemac, l'ouverture partielle de la Baie des Rois, la rentrée scolaire à l'horizon, le développement du PAT... Tout laisse à penser que pour une certaine catégorie de personnes, les congés ont été brefs, voire abrégés.

Aux Échos de l'Éco, après la double édition du numéro 17 de juillet /août principalement axée sur la diplomatie franco-gabonaise, nous revenons au développement de sujets factuels de l'actualité du pays. Sur le plan économique, la reprise est en bonne voie grâce à la hausse de la production du manganèse et du bois et au rebond des exportations de pétrole dont le cours s'est fortement raffermi. Ces perspectives amènent les économistes à penser que l'inflation devrait se stabiliser à +2 %. Nous y reviendrons dans nos prochaines éditions.

L'ARTF, c'est-à-dire l'Autorité de régulation du transport ferroviaire, est une autorité de régulation souveraine. Nous l'affichons en première de couverture parce qu'elle a pour missions le contrôle, le conseil et l'arbitrage relatifs au Transgabonais. Cette institution est d'une importance capitale pour le développement économique du Gabon puisqu'il s'agit, principalement, du moyen de transport des matières premières et des passagers. Le rail est aussi important que les axes routiers. Ces derniers progressent pour être livrés en 2023.

Une édition de rentrée est difficile parce que le choix des sujets est multiple. Il ne vous a pas échappé que nous nous efforçons de développer les thèmes abordés en profondeur. Nous souhaitons également conserver le format mensuel et régulier d'un 16 pages équilibré, même si parfois, nous devons nous rendre à l'évidence et produire un 24 pages. Nous travaillons déjà sur le numéro d'octobre dans lequel nous creuserons l'information divulguée par Fitch Ratings. En effet, les prévisions sont haussières pour le Gabon avec un excédent budgétaire de 0,9 % et 1,8 % du PIB en 2022 et 2023 contre un déficit de 1,6 % révélé pour l'année 2021. Par ailleurs, le problème de la vie chère qui impacte le panier des ménages est un sujet d'importance qui se répercute aussi sur le pouvoir d'achat des entreprises. Nous ne manquerons pas de nous rapprocher des différents acteurs en ce domaine pour vous transmettre nos informations.

Vous l'avez compris, l'équipe des Échos de l'Éco aborde cette rentrée avec le dynamisme qui la caractérise, avec plaisir et passion ●

Anne-Marie Jobin

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION JOURNALISTE

Anne-Marie Jobin
echosdeleco@gmail.com
(+241) 062 18 77 18

RESPONSABLE MULTIMÉDIA

Lylia Lunckwey

INFOGRAPHISTE & DIRECTEUR ARTISTIQUE

Donald Ella - Studio Pixel

ASSISTANTE DE DIRECTION

Jocelyne Mouckala
(+241) 066 06 94 98

RELECTURE & CORRECTION

Michaela Rubi

INFORMATIONS LÉGALES

Sté Échos de l'Éco
RCCM : GA-LBV-01-2022-B16-00001
Déclaration de constitution d'un organe de presse accordée le 05 février 2021
Ministère de la Communication
N°: AT_MC00001/2021

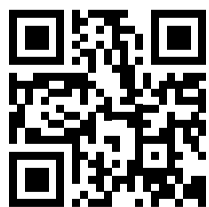
PUBLICITÉ ET MARKETING

Réseau de distribution : echosdeleco@gmail.com

IMPRESSION



IMPRIMÉ À 12 000 EX



Sommaire



LA SOBOLECO TOUJOURS AU CŒUR DE LÉCONI

Conformément au programme de soutien à la ville de Léconi lancé il y a plusieurs années, la Soboleco a procédé le 4 août dernier à de nouvelles dotations importantes au profit de la santé et de l'éducation des populations de la commune, en présence des autorités régionales.

P.7

LE JOURNAL LES ÉCHOS DE L'ÉCO VOUS PRÉSENTE SA NOUVELLE RUBRIQUE : LES ÉCHOS DU CEPS

Le Centre d'étude et de prospective stratégique (CEPS) est un organisme indépendant et reconnu comme un « laboratoire » d'analyses et de propositions sans a priori, à forte valeur ajoutée, puissant par ses actions et en mesure d'offrir des propositions, voire des solutions.



P.9



AU GABON, EN 2021, LES BANQUES ONT FINANCÉ L'ÉCONOMIE À HAUTEUR DE 1 445,6 M^{ds} DE F CFA

Au Gabon, le financement de l'économie par le biais des crédits bancaires a été honoré en 2021. En effet, malgré une baisse de 8,3 % par rapport à l'année 2020, les banques ont joué leur partition en dépit du contexte de crise liée à la covid-19, pour un montant de 1 445,6 m^{ds} de F CFA.

P.10

LA CHINE-AFRIQUE

Régulièrement accusé d'entraîner des pays africains dans le « piège de la dette », l'empire du Milieu tente de polir son image sur le continent, dans un contexte de rivalité accrue avec les puissances occidentales.



P.10



ADS : LES FRUITS DE L'ENTREPRENARIAT

C'est l'esprit entrepreneurial qui justifie l'envie de répondre à un besoin. Il était évident qu'une place était à prendre. J'ai étudié le marché, je me suis renseigné sur la faisabilité et sur le camion susceptible d'être adapté...

P.14

INTERVIEW DE MONSIEUR PATRICE NENDJOT ABOUBAKAR SECRÉTAIRE EXÉCUTIF DE L'AUTORITÉ DE RÉGULATION DES TRANSPORTS FERROVIAIRES L'ARTF MET LES ENTREPRISES SUR LES BONS RAILS

Par Anne-Marie Jobin

Créée en 2010, l'ARTF est une autorité administrative indépendante de l'État chargée de réguler l'ensemble du dispositif du réseau ferroviaire. Cet organisme assure des missions de contrôle, de conseil et d'arbitrage relatives aux infrastructures. Au Gabon, l'ARTF peut être comparée à l'Arcep, qui est l'autorité de contrôle des communications. L'ARTF est membre de l'Union internationale des chemins de fer (UIC) depuis 2018. Cette dernière est une association internationale à but non lucratif et représente au niveau mondial les entreprises ayant une activité dans le domaine du chemin de fer. Elle regroupe les différents acteurs du système ferroviaire, soit plus de 200 membres sur les cinq continents. L'ARTF est l'un des acteurs clés du développement économique du Gabon. C'est à ce titre qu'elle s'inscrit dans le PAT (Plan d'accélération de la transformation) pour intégrer le pivot économique fondé sur la cadence de développement du transport ferroviaire, notamment du transfert des matières premières en tête desquelles les produits miniers qui à eux seuls représentent plus de 47 % du PIB. S'y ajoutent le fret des marchandises, le transport forestier, celui des hydrocarbures et des populations. Notons que les plus hautes autorités portent une attention particulière au développement du chemin de fer, pilier essentiel de la diversification de l'économie gabonaise et des objectifs de l'après-pétrole. L'ARTF est dirigée par son secrétaire exécutif, Monsieur Patrice Nendjot, en poste depuis le 6 mai 2021. Nous l'avons rencontré.



EE Comment l'ARTF est-elle financée ?

L'ARTF est financée principalement par le budget de l'État appuyé d'une redevance du concessionnaire et d'autres ressources encadrées par la loi qui l'a créée, conformément à son texte principal. Ces ressources lui permettent de remplir ses missions de régulateur ferroviaire.

Pour mener à bien ses objectifs et dans l'optique de s'arrimer aux exigences du secteur ferroviaire, l'ARTF s'inscrit dans une dynamique croissante de contrôle permanent du PRN (Programme de remise à niveau du Transgabonais) qui a pour objet la réhabilitation en profondeur du chemin de fer, la construction de nouvelles gares, l'achat de nouveau matériel ferroviaire et l'augmentation de la capacité de transport (PAC).

Soulignons que ce programme est un exemple de coopération en matière de financement international entre l'État gabonais, la société Setrag, l'AFD et SFI Proparco dans l'accompagnement et le soutien des opérateurs privés. Outre ce partenariat local, elle se gratifie aussi de l'expertise extérieure par la consultation de l'Union internationale des chemins de fer (UIC) et de l'Union africaine des chemins de fer (UAC). Par ailleurs, l'ARTF salue également l'entrée de l'État, du fonds Meridiam, à hauteur de 40 % au capital de Setrag. Cet apport se traduit par un programme de modernisation, de rénovation et de mise à niveau de l'infrastructure. Il permet d'accélérer le rythme des développements du Transgabonais.

À ce titre, les équipes de l'ARTF sont déterminées à mener à bien leur mission et à suivre les différents projets innovants inscrits au programme du PAT 2021-2023.

EE À propos du PRN (plan de remise à niveau du Transgabonais) : ses premiers objectifs ont été définis à l'issue d'une réunion de travail qui s'est tenue le 31 juillet 2021. Il s'agissait, principalement, de réduire les coûts opérationnels d'exploitation de la Setrag, d'améliorer la fiabilité et la disponibilité du transport, de restaurer la capacité de la voie à son niveau initial. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Certes, les travaux du PRN dans son ensemble sont finalisés à près de 80 % et avancent à grande vitesse. Ceux des zones instables observent un léger retard d'exécution. Depuis le renouvellement des équipes et des différents responsables ARTF, comité de

PORTRAIT & PARCOURS Patrice Nendjot Aboubakar

De nationalité franco-gabonaise, Patrice Nendjot Aboubakar est né à Libreville au Gabon le 17 mars 1977. Après des études primaires et secondaires dans sa ville natale et l'obtention d'un « Bac S », il est envoyé par le Gabon à Bordeaux II (Victor Segalen) pour entreprendre des études de médecine, mais s'oriente finalement vers une école de commerce. Il obtient un BTS en comptabilité gestion des organisations puis une licence en économie gestion mention finances, parcours couronné par la réussite d'un master stratégie et expertise financière au Centre de formation en banque, finance et assurance de Paris (CFAB-Paris). Il décroche ensuite un Executive-MBA en évaluation et management des politiques publiques à Sciences Po Paris et est actuellement doctorant en sciences économiques et de gestion à l'université Paul-Valéry de Montpellier 3.

Après une carrière professionnelle en France en qualité de comptable en cabinet d'expertise comptable et d'audit fiduciaire A2C à Boulogne, il revient au Gabon dès 2009, à la demande du président de la République S. E. Ali Bongo Ondimba, et occupe successivement les fonctions suivantes : conseiller du ministre des PME et de l'Artisanat, conseiller du DG des marchés publics, directeur administratif et financier au bureau de coordination du plan stratégique (BCPSGE) à la présidence de la République, puis conseiller économique et financier à l'Autorité de régulation des transports ferroviaires (ARTF) dès 2018. Depuis le 6 mai 2021, il est secrétaire exécutif de l'ARTF.

EE Monsieur le Secrétaire exécutif, souhaitez-vous ajouter quelque chose à cette présentation succincte ?

Je travaille avec une équipe pour que l'ARTF devienne un pôle de référence, d'action et d'éclosion tous azi-



muts dans le domaine du ferroviaire sous-régional, non seulement au travers du triptyque contrôle, conseil et arbitrage, mais aussi grâce à une gestion managériale de l'ARTF transparente et rigoureuse. Le transport des populations, de la production et de l'acheminement de nos richesses nationales qui découlent de notre sous-sol constitue un enjeu économique majeur. Le Transgabonais participe majoritairement au désenclavement du Gabon profond. C'est dans cet élan que nous poursuivons nos efforts en améliorant les conditions d'une politique accélérée en améliorant la RSE.





●●● Comité de suivi : président du comité de suivi, secrétaire exécutif de l'ARTF, représentants de la Setrag lors d'une mission inopinée de contrôle d'exécution des travaux du PRN et zones instables.



●●● Contrôle inopiné à l'arrivée d'un train en gare.



●●● Travaux de la task force ARTF - OMP (GSEZ)



●●● Échanges avec une équipe représentant la compagnie minière Nouvelle Gabon Mining SA.



●●● Une équipe technique sur le terrain.

prêts à recruter et former des conducteurs gabonais. Notre travail est aussi d'orienter les politiques publiques RSE des entreprises ferroviaires. Secteur d'avenir pour la rentabilité par rapport aux actionnaires, l'ARTF a aussi le rôle d'aller susciter le potentiel des acteurs à travers des missions et colloques. L'ARTF vend le potentiel ferroviaire gabonais tant dans la zone Cemac qu'à l'international.

Le défi est également haute-ment sécuritaire à travers la sécurisation des bagages par la mise en place de scanners à bagages, le contrôle de charge des wagons, la pose d'un pont-bascule propre à l'État, la vidéosurveillance de toutes les gares et enfin l'affectation des agents ARTF dans les six grandes gares (Owendo, Ndjolé, Booué, Lastourville, Moanda et Franceville) dans un premier temps.

La formation des agents est aussi un objectif phare afin d'inverser la pyramide des métiers au sein de l'ARTF. Outre la RSE, l'ARTF ambitionne la mise en place d'un plan stratégique de développement du secteur ferroviaire.

Pour moi, le ferroviaire est tout d'abord une passion. Mes équipes et moi ne ménageons aucun effort pour mériter la confiance du chef de l'État face à l'amélioration des conditions des voyageurs.

suivi et Setrag, nous sommes entrés dans une phase d'accélération des travaux qui présentent aujourd'hui une courbe d'exécution à la croissance exponentielle, et cela depuis mai 2021. Pour résumer, dans l'ensemble, le PRN s'exécute normalement sous le contrôle de l'État via l'ARTF, le comité de suivi, la Setrag et l'AFD.

EE La charge de l'exploitation de la voie ferrée incombe à la Setrag. Pour être très clairs, techniquement, quelles sont les obligations de l'ARTF vis-à-vis de la Setrag ?

La Setrag est le concessionnaire, l'exploitant de la voie ferrée, elle entretient et organise à ce jour les sillons. Nous travaillons en binôme avec la Setrag et observons le respect du cahier des charges, de la régulation, qui passe par le contrôle, l'arbitrage et le conseil. La Direction technique et exploitation ferroviaire est le maillon de l'expertise technique au sein de l'ARTF. Elle est composée de 54 agents, ce qui représente presque la moitié des effectifs. Bon nombre d'entre eux sont sur le terrain.

Dès mon arrivée, j'ai tenu à redynamiser le volet technique pour inverser la pyramide des métiers qui étaient essentiellement composée de profils administratifs. Cette direction constitue la matrice de surveillance et de respect des normes du domaine ferroviaire.

Lors d'un déraillement, par exemple, depuis le terrain, nous en déterminons la cause : est-elle humaine, technique ou infrastructurelle ? Quel en a été l'impact sur l'environnement ? Cette analyse étant actée, nous suivons l'évolution de la remise en condition et notifions la réalisation des réparations. Nos rapports sont adressés à nos référents, notamment les plus hautes autorités de l'État.

Le volet formation de nos agents est un facteur continu en termes d'amélioration d'expertise des agents. Les cours sont prodigués par des spécialistes, des inspecteurs ferroviaires. En ce moment, une trentaine de stagiaires suivent une formation composée de 11 modules. À l'issue de celle-ci, les agents concernés seront opérationnels et en position légitime de faire

remonter à leur hiérarchie les informations recueillies sur le terrain.

En quelques mots, l'ARTF peut être assimilée au gendarme du ferroviaire. Nous nous appuyons sur des procédures normées par le secteur dans lequel nous exerçons. Nos actions passent par le contrôle quotidien du pesage, des immatriculations des trains et wagons, des autorisations et des licences, des modules de formation des agents conducteurs des trains, de la conformité de tous documents dans ce secteur, des coûts tarifaires et de l'application des normes, notamment de sécurité (TCS).

EE Quels sont les autres acteurs autorisés à utiliser le réseau ?

Il s'agit principalement des opérateurs miniers, notamment les extracteurs de manganèse. Dans ce secteur, citons le plus important, la Comilog, et deux autres, à savoir Citic Dameng et Gabon Nouvelle Mining (NGM) ainsi que dernièrement l'Office minéral port. Rappelons que tous ces nouveaux acteurs ferroviaires sont gérés directement par le concessionnaire Setrag.

EE Quels sont les projets à court terme ?

Comme toute structure qui se veut émergente, l'ARTF est engagée dans une dynamique de réformes qui visent les objectifs suivants : réduire des coûts opérationnels d'exploitation de la Setrag ; améliorer la fiabilité et la disponibilité du transport ; permettre un accès équitable à tous les utilisateurs ; restaurer la capacité de la voie afin d'augmenter la capacité des sillons ainsi que la capacité de transport ; assurer le suivi et le contrôle du projet de construction d'une seconde voie ; permettre aux populations un voyage plus sûr et confortable grâce au projet d'assistance aux voyageurs (PAV) ; favoriser le développement socioculturel des populations qui vivent le long du chemin à travers la RSE externe.

Le secteur ferroviaire est un vivier d'emplois pour les nationaux à travers les travaux lancés.

Les partenaires qui accompagnent l'État, comme GSEZ qui ambitionne de révolutionner le ferroviaire, sont

Le secteur ferroviaire est un levier économique pour préparer l'après-pétrole.

EE Quelles sont vos priorités en termes de RSE ?

L'une d'elles est la notion d'égalité de genre : l'égalité entre les femmes et les hommes. À l'ARTF, les femmes et les hommes jouissent de l'égalité des droits et des chances. Le comportement, les aspirations, les souhaits et les besoins de tous sont valorisés et favorisés. Ainsi n'est-il pas étonnant de constater une valorisation dans le secteur ferroviaire. À l'Autorité de régulation de transport ferroviaire, le concept de l'approche genre trouve tout son sens au regard de la présence massive des femmes qui occupent environ 41 % de ses effectifs sur 126 agents. Elles sont valorisées autant que les hommes, tout en tenant compte de leurs spécificités. Elles sont presque omniprésentes dans tous les pôles de la structure, de l'échelle de responsabilité la plus petite à la plus grande, et occupent des fonctions telles que : conseiller, directeur, cheffe de cabinet, secrétaire particulier, réceptionniste, agent technique et technicienne de surface.



●●● Ici avec Madame Marlène Pambou-Kombila épouse Tavinzani Mabala, conseillère-directrice chargée du volet RSE



●●● Séance de travail au siège de l'UIC à Paris, en présence du secrétaire exécutif Patrice Nendjot Aboubakar et avec le directeur du département système ferroviaire Christian Chavanel, en compagnie de son collaborateur Alain Scherrer, expert matériels roulants UIC, et de Prosper Awouri, directeur technique et exploitation ferroviaire à l'ARTF (à droite).

Par ailleurs, toujours dans le domaine de la RSE, une structure qui se veut compétitive doit pouvoir anticiper sur les stratégies visant à veiller sur climat social paisible. C'est dans cette optique que j'ai tenu à travailler avec les représentations du personnel, en commençant par l'organisation d'une élection des délégués du personnel. À l'issue d'un long processus, notre institution s'appuie maintenant sur un arsenal juridique conforme au Code du travail.

EE L'ARTF est membre de l'UIC depuis 2018. Accompagné d'une délégation, vous avez assisté à une réunion importante avec l'UIC à Paris fin juin. Quels étaient les objectifs de la mission ?

Ils étaient nombreux. Il s'agissait dans un premier temps de définir le business model de coopération entre UIC-Afrique (ARA) et l'ARTF ; de structurer le principe d'intégration participative de la régulation ARTF au sein des activités de l'ARA (Assemblée régionale Afrique), c'est-à-dire le fret, les gares, la maintenance, les matériels roulants, la sécurité, la formation, les résolutions sur les concessions et la maintenance de la voie ; de définir deux ou trois sujets prioritaires du domaine de l'ARTF dans le cadre des projets régionaux (UIC-ARA) ; de structurer la démarche de formation à la carte en back office dans les domaines spécifiés par la direction technique et l'exploitation ferroviaire ; de programmer la visite de l'expert UIC Alain Scherrer, relative à l'organisation d'une conférence ARTF-Setrag à Libreville sur les véhicules roulants (taille des trains et simulation du risque de déraillement) ; de mettre en place une task force (région Afrique centrale) sur les spécifications des membres africains, en tenant compte des conditions climatiques. Nos échanges avec les experts UIC ont porté principalement sur la formation des agents ferroviaires, les matériels roulants et la politique d'achat des pièces détachées en termes de consulting des origines à l'acquisition ●

INTERVIEW DE MONSIEUR KARIM CHEKROUN, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE NETIS GABON

NETIS : LA SOCIÉTÉ QUI NOUS CONNECTE

Netis est un groupe international créé en Côte d'Ivoire en 2009 par deux associés : Jean Farhat et Jean Claude Figali. Depuis 13 ans, Netis est l'un des prestataires de services principaux des réseaux télécommunications et énergie en Afrique de l'Est et de l'Ouest, avec un siège social basé au Maroc et une holding à Maurice. Leur ADN est résolument panafricain. C'est aujourd'hui un groupe composé de 14 filiales. Les expériences acquises par chacun des acteurs leur ont permis de créer une synergie de compétences qui est la base de leur réussite. En effet, le groupe Netis, en progression constante, collabore aujourd'hui avec 2 600 agents. Concernant la filiale du Gabon, implantée depuis 2017, elle consolide ses positions dans les métiers des télécommunications et accélère son développement dans les infrastructures et les énergies. Nous sommes allés à la rencontre de son directeur général, Karim Chekroun.

Par Anne-Marie Jobin

PORTRAIT & PARCOURS DE KARIM CHEKROUN

Diplômé de l'Insa Lyon et titulaire d'un MBA obtenu à HEC Paris, j'ai participé à la création d'une startup dans le secteur de la distribution automatique en tant que directeur associé à Paris, ensuite dans la robotique chargée de l'export au Moyen Orient. Après 3 années chez le leader mondial des ascenseurs Schindler en France en tant que business développeur France et Europe du Sud, j'ai rejoint le groupe CFAO en 2011 en expatriation au Gabon, au Congo et au Cameroun pendant plus de 8 ans. J'y étais chargé de la direction opérationnelle de la région Afrique centrale dans les métiers de l'équipement et de la technologie.



En 2019, j'ai dirigé en qualité de DG une PME gabonaise dans le secteur de la distribution d'équipements industriels, avant de prendre la direction générale de Netis Gabon en janvier 2022, filiale du groupe Netis présent dans 14 pays africains depuis 13 ans.

EE Sur les pages de votre site internet, nous lisons que vos principaux métiers consistent à fournir des sites télécoms clés en main. Quels sont les ouvrages sur lesquels vous avez travaillé et sur quel chantier êtes-vous à l'œuvre en ce moment ?

Nos métiers s'articulent autour de 5 *business lines* principales : l'activité historique du Groupe concerne le « service managé » pour le compte des TowerCo* et des opérateurs télécoms. Dans ce secteur, notre rôle consiste à contrôler et assurer la maintenance des sites et pylônes de nos clients en garantissant un fonctionnement permanent et une alimentation énergétique optimale (le groupe maintient un parc d'environ 22000 sites).

Notre deuxième activité concerne les infrastructures : en partant de la conception, nous fournissons les équipements passifs et actifs et construisons le site que nous livrons clés en main.

La fibre optique constitue le troisième axe de nos activités. Grâce à son expertise très pointue, Netis est aujourd'hui leader en Afrique dans le déploiement des réseaux FTTx aériens et souterrains, et assure la supervision et le raccordement chez le client final (BtoC, BtoB), le lancement dans de nouvelles villes et le raccordement de bâtiments.

Notre quatrième domaine d'intervention est l'énergie. Nous fournissons de l'énergie à nos clients en optimisant leur consommation via un générateur hybride ou solaire. Notre propre gamme de générateurs de marque Dynamis est équipée des motorisations les plus fiables du marché et couvre une très large gamme de puissances allant de 10 à 2000 kVA. Nous

accélérons aujourd'hui notre transformation dans le développement des énergies renouvelables via des panneaux solaires en intervenant dès la phase de l'étude. Il s'agit de proposer des solutions d'optimisation économique importante des Capex et Opex et de réduction des émissions de CO₂.

Enfin, nous effectuons également des audits d'infrastructures par drone. Ce procédé offre la possibilité de surveiller, inspecter et surtout analyser les données en utilisant des plateformes innovantes et des applications dans des domaines d'activités très larges : infrastructures électriques, télécoms, secteur minier (cartographie, topographie), pétrole, forêt, agriculture et aussi infrastructures routières ou ferroviaires, etc.

EE Quel est votre développement commercial au Gabon ?

Nous nous sommes installés au Gabon en 2017 dans le cadre du déploiement du réseau fibre optique de Libreville pour le compte d'un acteur majeur du secteur des télécommunications avec qui Netis collabore dans une dizaine de villes en Afrique. Nous avons installé 100 % du réseau de fibre optique à Libreville. Nos équipes s'emploient à la conception et la construction du réseau, ainsi qu'aux raccordements des boîtiers internet SAV et l'entretien.

Depuis deux ans, nous développons également un partenariat dans le secteur de l'énergie. Dans le cadre d'un projet structurant sur le long terme pour l'optimisation du réseau électrique gabonais, nous réalisons avec des drones des audits de maintenance des pylônes électriques.

Nous intervenons également sur des projets plus ponctuels avec plusieurs opérateurs économiques du Gabon et quelques administrations.

Notre ambition est de nous diversifier au Gabon sur l'ensemble des business lines du groupe Netis. La première concrétisation de cette volonté est effective, notamment avec l'ouverture de nos nouveaux bureaux à Port-Gentil et prochainement à Moanda. Nos clients indirects sont tous les utilisateurs d'une connexion internet ou électrique, vous et moi, donc le grand public.

EE Pour mener à bien vos travaux, vous devez utiliser des matériels de chantier. Soustraites-vous certaines parties de vos tâches ?

Nous disposons d'une flotte de 70 véhicules, dédiés essentiellement aux opérations de terrain à travers tout le pays. Nos équipes disposent d'outils de communication, de tablettes connectées aux plateformes de suivi en temps réel. Selon la nature de l'intervention, des équipements spécifiques leur sont attribués : des échelles isolées en fibre, des équipements de protection individuelle (EPI), des appareils de mesure électroniques de haute technologie, etc.

Cependant, nous faisons effectivement appel à la sous-traitance, sous forme de partenariats à long terme et essentiellement pour des tâches non stratégiques.

Le choix de nos sous-traitants entre dans un cadre bien défini, avec des préqualifications soumises aux respects des règles HSE (hygiène sécurité et environnement), contractuels et légaux mis à jour annuellement par le Groupe.

EE Vous attachez une grande importance à la réactivité de votre service après-vente. Au vu de l'étendue d'une fibre optique, comment procédez-vous ?

En effet, la réactivité est l'une de nos exigences. Nos 50 équipes sont réparties sur nos trois activités principales : la construction, la maintenance/SAV client et le raccordement des nouveaux abonnés. Un centre d'appels planifie et pilote les actions pour une réactivité et une efficacité optimales. Nous gérons un parc constitué de plus de 1000 km de réseaux de fibre et quelque 35000 clients. Mensuellement, nous réalisons environ 2700 interventions chez les clients finaux, réparties entre les connexions des nouveaux abonnés et les demandes SAV. Nous assurons un service

24/7/365 avec une vingtaine d'équipes d'intervention pour garantir le fonctionnement du réseau et offrir l'une des meilleures expériences clients.

EE La diversité de vos activités nous amène à vous demander comment vous recrutez vos collaborateurs.

Nous travaillons avec l'ONE et diffusons nos offres d'emplois sur leur site. Pour certaines activités, nous faisons appel à des cabinets de recrutement et pour d'autres, nous consultons notre banque de données, mise à disposition par le Groupe. Il s'agit d'un réseau interne qui permet à Netis de constituer un vivier de profils précis si une opportunité se dessine.

EE Quel est l'effectif de l'équipe Netis Gabon ?

Au Gabon, Netis compte environ 200 employés, dont 30 % de femmes. La moyenne d'âge est approximativement 28 ans. Le groupe accorde une importance tout à fait particulière à la place des femmes dans les rangs de Netis. Malgré la technicité de nos métiers, nos équipes sont formées de techniciennes et de techniciens aux résultats remarquables. Nos équipes, en plus des formations-métiers, reçoivent les formations professionnelles et certifiantes normalisées et agréées par l'Aganor.

EE Quelle est votre politique en termes de RSE ? Formation, genre, etc. ?

Comme vous le savez, la responsabilité sociétale des entreprises tourne autour de 3 volets : environnemental, social et économique. Chez Netis, la RSE est une conviction diffusée depuis plusieurs années par les dirigeants du Groupe, transmise aux filiales et partagée au quotidien à travers nos réalisations.

C'est une approche globale avec des actions concrètes, mesurées et notées mensuellement à travers de KPI (indicateur de performance) : cela passe notamment par le traitement de nos déchets, nos émissions de CO₂, ou le suivi de nos consommations. Nous privilégions également la numérisation des documents pour réduire le gaspillage du papier à travers nos applications *on cloud*.

Aussi, nous accompagnons en parrainage l'ONG RGEDD (Réseau gabonais pour l'environnement et le développement durable) qui réalise un travail remarquable dans le domaine de la protection et de la propreté des quartiers de Libreville.

Comme indiqué précédemment, la promotion du rôle de la femme est une de nos fiertés.

Par ailleurs, dans le cadre de la contribution sociale, Netis a créé sa propre université certifiante baptisée Uninet qui sera opérationnelle d'ici la fin de cette année. Elle recevra les collaborateurs qui se verront prodiguer des cours par des experts internationaux sous forme de modules en ligne ou en présentiel. À mon sens, la RSE est un état d'esprit qui fait la force d'un collectif.

EE Une fois la fibre optique posée, votre rôle consiste à l'entretenir, n'est-ce pas ? Quelles sont vos autres perspectives ?

Nous évoluons sur des métiers à cycles courts, en particulier en ce qui concerne la fibre optique. Ce sont des business qui connaissent une forte croissance lors du lancement du projet, souvent en partant de zéro. Au bout de quelques années, l'activité atteint une certaine maturité, avec moins de zones d'extension, la priorité s'oriente alors vers l'entretien, la remise à niveau du réseau, avec pour point focal le client et sa satisfaction. Notre ambition est de mener à bien notre virage de diversification tout en consolidant nos métiers historiques en nous adaptant aux nouveaux défis de nos clients et de nos marchés.

Notre chantier de transformation est en route au Gabon sur l'ensemble des *business lines* du groupe Netis, avec notre expertise en audit par drone et dans le domaine des énergies, y compris solaire ●

* Entreprises qui possèdent les tours, pylônes ou mâts, sur lesquels les opérateurs installent leurs antennes



REPORTAGE

LA SOBOLECO TOUJOURS AU CŒUR DE LÉCONI

Conformément au programme de soutien à la ville de Léconi lancé il y a plusieurs années, la Soboleco a procédé le 4 août dernier à de nouvelles dotations importantes au profit de la santé et de l'éducation des populations de la commune, en présence des autorités régionales.



●●● Le directeur d'exploitation de Franceville, M. Jérôme Couffeau, remet les dons au responsable du centre médical de Léconi, Kevin Moutou

de naissance comprenant carnets de vaccination, gants de toilette, thermomètres, etc., et plus de 100 packs d'eau Andza leur ont été remis pour soutenir leurs actions au quotidien et améliorer les conditions d'accueil et de traitement des patients.

Plus tard dans la journée, c'est au siège de la Soboleco qu'ont été reçus les responsables, enseignants et élèves méritants des huit établissements scolaires de Léconi. Ce fut l'occasion pour les autorités régionales de remettre officiellement des bourses scolaires. Au



●●● Photo de famille : le directeur d'exploitation de Franceville entouré du personnel enseignant et de quelques récipiendaires.

Encore un beau coup de pouce au développement de la commune de Léconi avec cette nouvelle action de la Soboleco au profit de la commune altogvéenne ! Le 4 août dernier, au siège local de la CNSS dans lequel a été déplacé le Centre de santé durant la période de rénovation engagée, la Soboleco a procédé à une nouvelle dotation aux responsables de la structure sanitaire en présence des autorités municipales, départementales et provinciales.

Une dotation en médicaments d'un montant de près de 2 millions de F CFA, 40 moustiquaires imprégnées, 198 kits



●●● Photo de famille de la remise des dons sanitaires au CHU. De droite à gauche : le commandant de brigade de Léconi, l'adjoint au maire de Léconi, le directeur d'exploitation de Franceville, le maire de Léconi, le responsable du centre médical de Léconi, la coordinatrice RSE, le personnel Soboleco.

total, les trente meilleurs élèves issus des huit établissements scolaires de la ville ont reçu des bourses scolaires annuelles comprenant les frais d'inscription, les frais d'APE et frais d'uniformes réglementaires. Un signal fort à l'endroit des apprenants de la commune, pour encourager l'excellence et offrir de meilleures chances à la nouvelle génération.

Mais la Soboleco a également pensé aux établissements et au corps enseignant en procédant à un don important de matériels et d'équipements didactiques pour améliorer les conditions d'apprentissage des jeunes de Léconi.

« Le meilleur investissement que nous pouvons faire pour l'avenir est de miser sur l'éducation de nouvelles générations afin de leur donner les meilleures chances dans leurs accomplissements professionnels et leur épanouissement personnel », a rappelé à cette occasion le directeur d'exploitation de la Sobraga Franceville par intérim, Jérôme Couffeau.

Cette nouvelle série d'actions confirme l'engagement de la Soboleco pour le développement de la ville de Léconi et l'épanouissement de ses populations et plus globalement, l'engagement de la Sobraga pour l'amélioration des conditions de vie des populations partout où elle est installée ●

Moov Africa
Gabon Telecom

Engagés pour le bonheur

#Engagés pour le Meilleur

moov-africa.ga

LA CONFÉDÉRATION PATRONALE GABONAISE FAIT PEAU NEUVE



Ce n'est plus un scoop, depuis le 29 juillet 2022, la CPG est représentée par Monsieur Henri Claude Oyima. Ce statut n'est pas une nouveauté pour lui puisqu'il a occupé ce poste de président pendant 10 ans, entre 2003 et 2013. Les Échos de l'Éco ne pouvaient ignorer son discours d'ouverture prononcé le 9 août 2022. Les entreprises gabonaises étaient invitées à venir l'écouter. Les nominations des membres du bureau exécutif furent annoncées dès le 18 août.

Discours intégral d'Henri Claude Oyima

C'est en toute humilité que je me présente à vous en raison du grand honneur accordé à ma personne, mais également un immense plaisir de vous revoir.

Je tiens à vous remercier très sincèrement d'avoir répondu présents à mon invitation marquant notre première rencontre, laquelle m'offre l'occasion d'exprimer ma gratitude à l'endroit du conseil d'administration pour la décision collective de m'avoir confié la présidence de la Confédération patronale gabonaise à l'issue de sa séance du 29 juillet 2022.

Cette fonction, que j'accepte avec plaisir, vient à la croisée des chemins, du fait de mon passé au poste de président de cette noble institution de 2003 à 2013.

Dans les hauteurs de sa linéature, la Confédération patronale gabonaise reste un auguste acteur incontournable

de l'économie gabonaise, laquelle contribuait, il y a peu, à près de 80% du produit intérieur brut et plus de 90% de la main-d'œuvre formelle de notre pays.

Mesdames et Messieurs,

Le renouveau de la Confédération patronale gabonaise est à l'ordre du jour. La croissance économique constitue l'approche radicale et indispensable à la création des richesses et donc à la performance de nos entreprises. En conséquence, nul ne devrait se départir de cette vision.

C'est pourquoi il devient plus qu'inéluctable de restaurer les fondamentaux de tout ce qui est considéré actuellement comme des béances et qui ne confère nullement à notre institution son image de noblesse d'antan de plus puissante organisation patronale gabonaise.

Les problématiques de dissections dans un contexte économique rude que traverse notre institution impliquent des

choix stratégiques et des sacrifices structurels.

De nombreux efforts devront être consentis, dans une logique de complémentarité et de recherche d'efficacité. À ce sujet, les principales actions que je vous propose de mener durant ce mandat porteront sur : la révision des statuts et du règlement intérieur ; la mise en place d'un code d'éthique et de déontologie ; le règlement de la dette intérieure ; les problématiques liées au Code du travail ; l'adéquation formation-emploi ; l'insertion du secteur informel dans le formel ; l'iniquité fiscale ; l'inclusion financière ; les financements innovants de l'économie ; la compétitivité des entreprises ; la gouvernance des entreprises ; la prévoyance sociale ; la protection judiciaire des entreprises ; les partenariats stratégiques ; la promotion des champions nationaux, tous secteurs confondus.

Ces efforts autour des travaux

1. Conseiller stratégique du président Christian Kerangall PDG du groupe Sogafric

Chaque vice-président occupe un poste stratégique dans un secteur d'activité qui le concerne professionnellement. Ont été nommés :

2. Pour la compétitivité et le développement économique Léod Paul Batolo administrateur-directeur général de Comilog

3. Pour l'inclusion financière Loukoumanou Waïdi directeur général BGFI

4. Pour le développement des industries extractives Stéphane Bassène directeur général Total Gabon

5. Pour le développement durable et la RSE Fabrice Bonati directeur général Sobraga

6. Pour le commerce Jean-Bernard Boumah directeur général du groupe Ceca-Gadis

7. Pour l'emploi, la formation et les affaires sociales Romain Boutonet PDG de la Compagnie du Komo

8. Pour les infrastructures Alain-Claude Kouakoua PDG du groupe ACK

9. Pour les relations internationales, le numérique et la communication Jean-Baptiste Bikalou PDG de Petro Gabon

à fournir selon les dispositions statutaires de notre institution permettront d'améliorer la compétitivité et la dynamique entrepreneuriale afin de créer

de nouvelles opportunités de croissance inclusive.

Il n'est jamais facile de créer et d'innover dans un domaine aussi important que celui

de notre institution et c'est aussi pour cela que je souhaite construire avec vous une institution plus dynamique, plus performante, plus forte, plus inclusive et résolument tournée vers l'excellence au service de l'ensemble des entreprises du Gabon.

Le principe du travail collectif que je vous incite désormais à mener demeure essentiel afin de tirer les bénéfices de chacun d'entre nous pour atteindre les objectifs partagés.

Retenons de l'intelligence collective que « seul on va plus vite, mais ensemble on va plus loin ».

De ce fait, j'invite instamment tous les syndicats, toutes les associations, toutes les corporations d'entreprises du Gabon à rejoindre notre institution afin de bâtir ensemble une économie forte pour garantir la souveraineté nationale.

Votre adhésion sera une énergie nécessaire pour booster notre institution et renforcer la réalisation de notre idéal commun : la performance des entreprises gabonaises.

Dans cet élan, je serai amené à proposer au prochain conseil d'administration de notre institution le changement de sa dénomination.

Cette initiative obéit à notre volonté de changement de paradigme consistant à rassembler et à unir les entreprises plutôt que les patrons d'entreprises au sein d'une fédération des entreprises.

Afin d'accompagner cette transformation indispensable de notre institution, la nouvelle gouvernance que je mets en place aujourd'hui se présente ainsi qu'il suit :

- Une assemblée générale qui réunira au moins deux (2) fois par an tous ses membres ;

- Un conseil d'administration composé des présidents des différents syndicats. Il se réunira au moins une fois par trimestre ;

- Un bureau exécutif qui se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Fédération l'exige, mais au moins une fois par mois (liste ci-dessus).

- Un secrétariat général assurera le pilotage opérationnel des activités de la Fédération, suivant le programme arrêté. Il s'appuiera sur cinq (5) commissions permanentes qui œuvreront à la formulation de recommandations sur les questions relevant de leur compétence.

Il s'agira de : la commission révision des statuts, règlement intérieur, charte d'éthique et de déontologie ; la commission juridique et fiscale ; la commission capital humain ; la commission gouvernance d'entreprises ; la commission partenariats stratégiques.

« C'est le courage des opinions qui fait bouger les choses et rend tout changement possible. Sachez en tout point compter sur moi. Je ne briderai jamais votre créativité. Je ferai le layon pour promouvoir et assurer la représentation accrue, la com-

« Seul on va plus vite, mais ensemble on va plus loin. »

pétitivité ainsi que le développement des entreprises, mais également la défense de leurs intérêts. Ce sont les actions que nous engageons dès à présent qui seront résolument déterminantes pour l'avenir. De la confirmation des étapes déjà franchies au déploiement d'un nouveau système aux perspectives économiques optimiste, il s'agit là d'un véritable enjeu pour notre institution.

Vous aurez donc compris Mesdames, Messieurs, la participation de notre institution à la relance de l'économie gabonaise devient ainsi une prescription d'ordre moral pour la conduite sur la voie du succès, ce qui représente une lourde responsabilité à laquelle je m'engage pleinement à apporter ma contribution pour l'émergence et le renforcement des capacités des entreprises gabonaises. En souhaitant plein succès à notre institution, je formule le vœu que nous poursuivions ensemble nos objectifs avec détermination et je fonde l'espoir que notre collaboration apporte un impact positif et déterminant dans l'économie de notre pays. »

Depuis, nous avons appris que le groupe BGFIBank a récemment signé avec l'African Guarantee Fund (AGF) un

partenariat d'une valeur de 50 millions d'euros, soit environ 32 m^{ds} de F CFA, pour faciliter l'accès aux crédits aux PME des 12 pays dans lesquels ce premier groupe bancaire d'Afrique centrale est présent. Le partenariat correspond à une ligne de garantie de portefeuille destinée à couvrir les crédits alloués aux PME. Il s'agit d'une assurance qui limite les risques et permet à la banque d'offrir des crédits aux PME en toute sécurité.

Cette nouvelle convention permettra au groupe BGFIBank, présent sur plusieurs métiers financiers et doté d'un fort ancrage panafricain à travers ses diverses filiales, d'accélérer l'accès au financement de la clientèle des PME, véritable levier de développement des économies africaines.

L'accord a été signé par Henri-Claude Oyima, président-directeur général du groupe BGFIBank et Jules Ngankam, directeur général du groupe African Guarantee Fund, en présence de l'ensemble du top management du groupe BGFIBank et du groupe AGF.

« Pour le groupe BGFIBank, ce partenariat s'inscrit en ligne avec les ambitions de notre projet d'entreprise 'Dynamique 2025' qui prône, entre autres, l'inclusion financière, laquelle implique l'accroissement du segment PME dans le portefeuille global de crédits. Vecteur de développement et de valeur ajoutée pour le continent africain, l'essor d'un tissu de PME solide et

prospère constitue pour nous une opportunité et passe inégalement par la mise en œuvre des synergies entre partenaires de référence afin de surmonter les défis que pose le financement de cette clientèle spécifique. Le partenariat que nous nouons ce jour avec l'AGF ouvre une nouvelle ère à bien des égards », a déclaré le président-directeur général du groupe, Henri-Claude Oyima.

« Le groupe AGF et le groupe BGFIBank collaborent depuis huit ans et cette nouvelle convention témoigne de notre volonté de continuer à soutenir les PME, acteurs majeurs de création d'emploi en Afrique. Par ailleurs, nous considérons l'entrepreneuriat féminin comme un pilier de la croissance économique. Ainsi, grâce au programme Afawa Guarantee for Growth mis en œuvre par l'AGF en partenariat avec la Banque africaine de développement (BAD), les filiales du groupe BGFIBank soutiendront avec des conditions plus avantageuses les PME de l'entrepreneuriat féminin », a pour sa part ajouté Jules Ngankam, directeur général du groupe African Guarantee Fund.

Le groupe BGFIBank et le groupe AGF collaborent depuis plusieurs années déjà. La dernière ligne de crédit du genre était de 10 millions d'euros. Dans un proche avenir, AGF envisage de porter cette ligne à 100 millions d'euros ●

LE JOURNAL LES ÉCHOS DE L'ÉCO VOUS PRÉSENTE SA NOUVELLE RUBRIQUE : LES ÉCHOS DU CEPS

QU'EST-CE QUE LE CEPS ?

Le Centre d'étude et de prospective stratégique (CEPS) est un organisme indépendant et reconnu comme un « laboratoire » d'analyses et de propositions sans a priori, à forte valeur ajoutée, puissant par ses actions et en mesure d'offrir des propositions, voire des solutions. C'est cette neutralité qui permet aux Échos de l'Éco de s'engager à diffuser l'analyse de certains sujets, notamment ceux concernant notre continent. Le CEPS est une organisation internationale non gouvernementale (OING) reconnue officiellement par des organisations internationales telles que l'Union européenne, l'OCDE, le Conseil de l'Europe et l'OIF.

Par Anne-Marie Jobin



Loïc Tribot La Spière, délégué général du CEPS

Le CEPS s'inscrit dans une démarche de sens afin de proposer des alternatives responsables. Depuis 35 ans, cette organisation se distingue par sa totale indépendance intellectuelle et financière, par la pertinence et le pragmatisme de ses analyses et par une liberté de ton et de propos qui font la force de ses prises de position, de ses recommandations et de ses travaux.

Au carrefour des think tanks, des réseaux d'influence et des ONG, le CEPS a pour objectif de cerner, d'analyser et de mettre en perspective les facteurs

d'évolution technologiques, économiques et financiers du monde contemporain afin d'accompagner aussi bien les entreprises, les institutions que les États dans leur positionnement au sein d'un environnement en rupture.

La gouvernance financière du CEPS est totalement indépendante. Cette organisation ne bénéficie d'aucune subvention publique ni de mise à disposition de personnel. Les financements proviennent de quatre sources : les cotisations de ses membres, les dons, les partenariats élaborés dans le cadre des clubs ou séminaires, la vente de ses publications. La quarantaine de clubs dynamiques disséminés dans le monde entier crée des activités et soutient ses projets et publications. Le CEPS est composé d'un réseau de 1200 femmes et hommes, engagés et souvent influents, représentant 50 nationalités différentes. Les membres sont issus de multiples horizons : industrie, finance, administrations, forces armées etc.

Le CEPS et l'Afrique :

L'Afrique est un espace divers aux géographies, aux cultures, aux histoires, aux sociologies très différentes. C'est un

continent à la fois extrêmement riche en ressources naturelles et humaines et qui reste en état de développement. Il est à la fois le plus jeune et le plus pauvre au monde. On ne peut être insensible à ces données.

Le CEPS a créé 3 cercles de réflexion dédiés à l'Afrique, « Confluences » à Casablanca, « Ubuntu » à Abidjan et « Nouveaux Repères » à Paris.

Souhaitant donner de l'ampleur à ses activités en Afrique et au rayonnement de ses trois cercles de réflexion, le CEPS a lancé l'initiative : « For Africa ».

Cette représentation continentale est présidée par Mossadeck Bally (Mali), assisté dans cette dynamique par :

- Joly Andres (franco-gabonaise)
- Ayaoui Fabrice Agbobli (togolais)
- Louise Coffi (franco-ivoiro-gabonaise)
- Maxine Reindorf Partey (ghanéenne)
- Carole Sagbo (franco-béninoise)

Vital Mouity, directeur des investissements chez Meridiam, est nommé représentant officiel du CEPS au Gabon.

Le CEPS a également ouvert un certain nombre de délégations sur ce continent et s'honore de compter près d'une centaine de ses membres issus de ce continent et y vivant. Il nous est apparu essentiel et primordial de réunir et de rassembler tous ces talents, toute cette dynamique au service des Afriques. Nous avons donc décidé de donner une impulsion supplémentaire à ce que nous faisons, notamment en nommant un président Afrique du CEPS, de réunir les activités de ces trois clubs et de les mettre en cohérence et d'organiser des opérations conjointes et des rencontres avec des interlocuteurs d'horizons divers pour aborder sans complaisance, mais de manière positive, l'avenir de ce continent dans sa diversité ●



AU GABON, L'OPÉRATEUR MOOV AFRICA/GABON TÉLÉCOM IMPOSE SA SUPRÉMATIE SUR LE MARCHÉ DE LA TÉLÉPHONIE MOBILE

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep) vient de produire son observatoire des marchés pour le 1^{er} trimestre 2022. Ce rapport concerne notamment le parc de la téléphonie mobile, le taux de pénétration, le parc prépayé et postpayé ainsi que le parc des abonnements par opérateur.

L'opérateur Moov Africa/Gabon Télécom est resté très connecté sur le marché de la téléphonie mobile pour les trois premiers mois de l'année 2022. Selon l'Arcep, l'opérateur a dominé le parc des abonnements avec 51,38 % d'abonnés sur les 2 983 549 que compte le marché au terme du 1^{er} trimestre 2022, tandis que son rival, l'opérateur Airtel Gabon, en a totalisé 49,62 %.



Comparé au trimestre précédent, l'opérateur Moov/Africa Gabon Télécom conserve sa place de leader quant au nombre d'abonnements au service de téléphonie mobile. Toutefois, notons que l'écart entre les pourcentages de répartition des parts de marché des abonnements entre les deux opérateurs se restreint, passant de 5,33 % à 2,76 % au terme du 1^{er} trimestre 2022.

Comparativement à la même période l'année précédente, Moov/Africa Gabon Télécom perd davantage d'abonnés que son concurrent Airtel Gabon. En effet,

entre le premier trimestre 2021 et le premier trimestre 2022, les abonnements de Moov/Africa Gabon Télécom ont diminué de 3,29 %, passant de 1 585 096 à 1 532 966, tandis que les abonnements d'Airtel Gabon ont augmenté de 3,12 %, passant de 1 406 631 à 1 450 583.

Sur chaque mois du trimestre considéré ici, le nombre d'abonnés de Moov Africa/Gabon Télécom reste tout de même largement supérieur à celui d'Airtel Gabon.

Source : conjoncture économique

AU GABON, EN 2021, LES BANQUES ONT FINANCÉ L'ÉCONOMIE À HAUTEUR DE 1 445,6 M^{ds} DE F CFA

Au Gabon, le financement de l'économie par le biais des crédits bancaires a été honoré en 2021. En effet, malgré une baisse de 8,3 % par rapport à l'année 2020, les banques ont joué leur partition en dépit du contexte de crise liée à la covid-19, pour un montant de 1 445,6 m^{ds} de F CFA.

Les données compilées par le ministère de l'Économie nous informent que le secteur tertiaire a été le plus irrigué financièrement par les institutions bancaires en 2021. Il a concentré 65,9 % de l'encours de crédits distribués. Toutefois, les crédits octroyés à ce secteur ont baissé de 14,2 % pour s'établir à 952,1 m^{ds} de F CFA en décembre 2021 contre 1 109,5 m^{ds} de F CFA un an plus tôt.



Cette évolution est consécutive à l'effondrement de 73 % des prêts consentis au commerce de détail qui se sont établis à 33,1 m^{ds} de F CFA en décembre 2021 contre 122,5 m^{ds} de F CFA sur un an. Les

crédits concédés ont principalement été orientés vers les services fournis aux entreprises, représentant 21,3 % du total des crédits, soit 202,9 m^{ds} de F CFA. Ils ont également permis le financement de l'administration publique (171,3 m^{ds} de F CFA) et les services aux particuliers (113,9 m^{ds} de F CFA).

Le secteur secondaire arrive en deuxième position de ces financements. Il absorbe ainsi 24,4 % du total des prêts bancaires, ce qui constitue une hausse de 16,3 %, à 353 m^{ds} de F CFA en décembre 2021. Cette embellie est expliquée par l'augmentation des concours accordés à la fabrication de produits alimentaires et de bois ainsi qu'aux industries du bois qui ont augmenté respectivement de 24,9 % et de plus de 100 % en décembre 2021.

Les crédits accordés à la construction se sont également consolidés (+44,7 %) pour s'établir à 163,8 m^{ds} de F CFA.

Les crédits bancaires consentis au secteur primaire ont constitué 9,7 % de l'ensemble des prêts. Ils ont observé une baisse de 13,8 %, passant de 163,1 m^{ds} de F CFA à 140,6 m^{ds} de F CFA à fin décembre 2021. Selon le ministère de l'Économie, cette tendance découle de la chute (-45,3 %) des crédits octroyés à l'agriculture, à la chasse et aux activités annexes, qui se sont établis à 36,8 m^{ds} de F CFA contre 67,3 m^{ds} de F CFA précédemment.

LA CHINE-AFRIQUE

Régulièrement accusé d'entraîner des pays africains dans le « piège de la dette », l'empire du Milieu tente de polir son image sur le continent, dans un contexte de rivalité accrue avec les puissances occidentales.

Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a annoncé le jeudi 18 août que Pékin annulera 23 prêts sans intérêts accordés à 17 pays africains arrivés à échéance fin 2021.

S'exprimant par visioconférence lors d'une réunion des coordinateurs sur le suivi de la mise en œuvre des décisions de la 8^e conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine (Focac 8) tenue à Dakar en novembre 2021, le chef de la diplomatie chinoise a précisé que l'annulation de ces prêts, dont le montant n'a pas été dévoilé, s'ajoute à plusieurs actions similaires prises auparavant par l'empire du Milieu, citant notamment l'annulation de plus de 3,4 m^{ds} de dollars et la restructuration d'environ 15 m^{ds} de dollars de dettes accordées à des pays africains entre 2000 et 2019.

« Nous sommes convaincus que l'amitié Chine-Afrique



résistera à toutes les épreuves, qu'il s'agisse de vents ou de tempêtes. Elle continuera d'être l'épine dorsale de la coopération Sud-Sud et un bel exemple dans les relations internationales », a-t-il déclaré.

M. Yi a également indiqué que Pékin continuera à fournir une aide alimentaire, économique et militaire à l'Afrique, tout en précisant que Pékin soutiendra l'Union africaine (UA) dans ses efforts pour rejoindre le G20.

Il a, d'autre part, condamné la « mentalité de guerre froide à somme nulle de l'Occident », et proposé la mise en place d'un modèle fondé sur une « coopération multipartite avec l'Afrique qui apporte des résultats gagnant-gagnant » pour toutes les parties. « L'Afrique accueillerait favorablement une coopération mutuellement bénéfique pour le bien-être des populations et non une rivalité entre grandes puissances pour des gains géopolitiques », a-t-il lancé.

Premier créancier bilatéral du continent

La Chine est le premier créancier de huit pays africains éligibles à l'initiative de suspension du service de la dette (DSSI), selon une étude publiée en juin dernier par Green Finance & Development Center, un think tank basé à Shanghai. Cette étude précise que Pékin détient 55% de la dette de Djibouti, 42% de celle de la République du Congo et 34% de celle de l'Angola. Les autres pays du continent dont l'empire du Milieu est le premier créancier sont : la Guinée (32% du stock total de la dette), les Comores (31%), le Cameroun (29%), la Zambie (25%) et le Togo (24%).

Selon le Global Development Policy Center de l'université de Boston et la China Africa Research Initiative de l'université Johns Hopkins, Pékin a prêté environ 150 m^{ds} de dollars aux pays africains depuis l'an 2000, principalement par l'intermédiaire de la China Eximbank (60%) et de la China Development Bank (25%).

Des ONG et des responsables occidentaux accusent régulièrement la Chine d'utiliser le « piège de la dette » pour exercer une influence sur ses partenaires africains,

voire pour les obliger à céder le contrôle de certains actifs précieux lorsqu'ils ne peuvent plus rembourser. Une étude publiée en juin dernier par deux chercheurs occidentaux (Nicolas Lippolis, du département politique & relations internationales de l'université d'Oxford, et Harry Verhoeven, du Centre d'étude de la politique énergétique mondiale à l'université de Columbia) a cependant conclu que les créanciers privés occidentaux sont le principal moteur de l'accumulation des stocks de dettes sur le continent depuis 2004, même si la Chine demeure le premier créancier bilatéral du continent.

En 2020, la Chine avait soutenu le plan d'allègement de la dette du G20 pour les pays les plus pauvres de la planète en acceptant de différer le remboursement de 5,7 m^{ds} de dollars de dette entre mai 2020 et décembre 2021.

Début août, Pékin a également accepté une restructuration de la dette de la Zambie et invité les créanciers privés de ce pays à « s'engager sans délai » à négocier un allègement de la dette « à des conditions au moins aussi favorables ».

Source : Ecofin



INTERNATIONAL UNION
OF RAILWAYS

*vous remercient de votre participation
à l'évènement parallèle de la semaine
africaine climat intitulé " le rôle du rail
dans la construction d'une infrastructure
de mobilité décarbonée et résiliente
en Afrique "*



LA SEMAINE AFRICAINE DU CLIMAT S'ACHÈVE À LIBREVILLE SOUS DE BONS AUSPICES

« À LA COP 27, LA VOIX DE L'AFRIQUE DOIT SE FAIRE ENTENDRE »

Inaugurée par son excellence le président de la République Monsieur Ali Bongo Ondimba, la Semaine africaine du climat s'est tenue à Libreville du 29 août au 2 septembre. Elle s'est achevée après avoir contribué à créer un élan régional important dans la lutte contre les changements climatiques avant la COP 27 qui se déroulera à Charm el-Cheikh du 7 au 18 novembre 2022. L'événement a rassemblé plus de 2 300 participants en présentiel, issus de gouvernements, d'organisations multilatérales, du secteur privé et de la société civile, tandis que de nombreuses autres personnes rejoignaient virtuellement les sessions individuelles.



La réunion s'est penchée sur deux thèmes essentiels pour l'Afrique, voire pour le monde entier, à savoir la recherche d'une augmentation de la température moyenne mondiale de 1,5 degré Celsius et la construction d'un avenir résilient.

La session d'ouverture a donné lieu à un dialogue ministériel sur les défis de la mobilisation et de l'accès au financement climatique à grande échelle pour stimuler la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national (NDC) des pays et des plans et stratégies climatiques nationaux prioritaires. Selon la Banque africaine de développement, l'Afrique aura besoin d'au moins 1 600 milliards de dollars entre 2020 et 2030 pour mettre en œuvre ses engagements en matière d'action climatique et ses NDC.

Lee White, ministre gabonais des Eaux, des Forêts, de la Mer et de l'Environnement, a déclaré : « Ici, à Libreville, nous avons vraiment vu le puissant potentiel de la collaboration régionale pour créer des réponses crédibles et durables au change-

ment climatique. Alors que nous nous dirigeons vers la COP 27 à Charm el-Cheikh, en Égypte, dans quelques semaines seulement, la collaboration régionale doit être plus forte que jamais. La COP 27 doit être la COP de mise en œuvre, où nous montrerons comment l'Accord de Paris sera réalisé par le biais de politiques et de programmes, par l'innovation et la transformation. »

De son côté, le ministre égyptien des Affaires étrangères et président désigné de la COP 27, Sameh Shoukry, a déclaré : « Les discussions de la Semaine africaine du climat ont réaffirmé la nécessité d'accélérer encore l'action climatique sur tous les fronts, à savoir l'adaptation, les pertes et dommages, le financement du climat et l'adoption de mesures d'atténuation plus ambitieuses pour que l'objectif de 1,5 degré reste à portée de main. Les réalités géopolitiques et la crise énergétique auxquelles le monde est confronté ont ouvert la porte à un retour en arrière sur les engagements climatiques et nous devons tout faire pour que cela ne se produise pas. La COP 27 à Charm el-Cheikh s'efforcera de poursuivre le dialogue vital nécessaire

Que l'Afrique, berceau de l'humanité, soit celle qui la sauvera.

pour passer de l'ambition à l'action. Nous travaillerons avec toutes les parties pour assurer une mise en œuvre qui permettra une transition juste et gérée vers un nouveau modèle économique durable afin de sauver des vies et des moyens de subsistance. »

Pour le secrétaire exécutif adjoint d'Onu Climat, Ovais Sarmad : « La science nous dit que si nous continuons comme si de rien n'était, la température moyenne mondiale augmentera en moyenne de plus de 3 degrés Celsius d'ici la fin du siècle. La COP 26 à Glasgow a permis de réaliser les progrès les plus importants depuis l'Accord de Paris. Les gouvernements se sont quittés avec la clarté nécessaire pour atteindre l'objectif de 1,5 degré. Maintenant, notre travail collectif passe à une nouvelle phase : la mise en œuvre de l'Accord

de Paris au niveau national. La mise en œuvre doit être au centre de nos préoccupations alors que nous franchissons des étapes sur la route de la COP 27, ici en Afrique. La COP 27 doit être la COP de la mise en œuvre – où les nations montrent comment elles vont mettre en œuvre l'Accord de Paris dans leurs pays par le biais de la législation, des politiques et des programmes. »

Les champions du climat de la COP 27 et de la COP 26, le Dr Mahmoud Mohieldin et Nigel Topping, se sont également exprimés : « Alors que la dernière Semaine régionale du climat de 2022 s'achève au Gabon et que nous entamons le compte à rebours de la COP 27, nous avançons avec ambition, détermination et espoir. La communauté mondiale doit travailler ensemble pour résoudre la crise climatique et l'Afrique est un élément clé de cette solution. L'Afrique est le continent qui a le moins contribué aux émissions mondiales de gaz à effet de serre, mais elle est exposée de manière disproportionnée aux risques du changement climatique. L'Afrique doit les combattre dans le cadre d'un programme plus global de développement durable. Il n'est pas réaliste de vouloir agir sur le climat sans tenir compte du contexte global de l'agenda du développement durable, de la pauvreté, de la faim, de l'emploi et de l'autonomisation des femmes. La mobilisation du financement

climatique en Afrique est cruciale pour créer de réels progrès en Afrique. »

À l'issue de la Semaine africaine du climat 2022, le ministre gabonais de l'Environnement, Lee White, a présenté une lettre à la présidence de la COP 27. Cette lettre met un coup de projecteur sur le besoin de collaboration régionale, d'innovation et de soutien à l'action climatique. Elle appelle le président de la COP à partager les résultats de la Semaine africaine du climat 2022 avec le monde entier pour guider la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Prenant le cas spécifique du Gabon, Monsieur Lee White a également précisé que « le Fonds gabonais d'investissement stratégique (FGIS) deviendra l'entité habilitée à échanger des crédits carbone à l'intérieur et à l'extérieur du Gabon. Une nouvelle qui vient renforcer la volonté du gouvernement gabonais d'apporter des solutions à l'action climatique qui sera au cœur des négociations lors de la COP 27. Un événement attendu durant lequel les résultats de la Semaine africaine du climat 2022 seront partagés afin de souligner l'importance de la collaboration régionale et de guider la mise en œuvre de l'Accord de Paris » •

Source : Onu Climat infos, le 2 septembre 2022

À propos des Semaines climatiques régionales

L'ACW 2022 (African climate week) fait partie de la série des Semaines régionales sur le climat 2022 qui ont été fortement soutenues dans le Pacte climatique de Glasgow adopté en novembre dernier lors de la COP 26 qui a reconnu les Semaines du climat comme une plateforme pour une action climatique crédible et durable.

À propos d'Onu Climat

Avec 198 parties, la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) compte une adhésion quasi universelle et est le traité parent de l'Accord de Paris sur les changements climatiques de 2015. L'objectif principal de l'Accord de Paris est de maintenir l'augmentation de la température moyenne mondiale au cours de ce siècle bien en deçà de 2 degrés Celsius et de stimuler les efforts visant à limiter encore davantage l'augmentation de la température à 1,5 degré Celsius au-dessus des niveaux préindustriels. La CCNUCC est également le traité parent du protocole de Kyoto de 1997. L'objectif ultime de tous les accords conclus dans le cadre de la CCNUCC est de stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation humaine dangereuse du système climatique dans un délai qui permette aux écosystèmes de s'adapter naturellement et qui favorise le développement durable.

UN ENGAGEMENT, DES RÉSULTATS

200 KM
de voies renouvelées

PROGRAMME DE REMISE À NIVEAU



INTERVIEW DE MONSIEUR YOAN MABIKA, DIRECTEUR GÉNÉRAL D'ADS ASSISTANCE DÉPANNAGE SERVICES

LES FRUITS DE L'ENTREPRENARIAT

PORTRAIT & PARCOURS YOAN MABIKA

Né le 9 avril 1984 à Libreville, Yoan Mabika est gabonais. Il est marié et père de 5 enfants. En 2004, il décroche son baccalauréat scientifique au lycée Eugène Marcel Amogho de Franceville puis part à l'étranger poursuivre ses études. En 2008, il obtient une licence en réseaux informatiques à la Strayer University, aux États-Unis. Il retourne ensuite au Gabon où il occupe le poste de directeur technique à ZTE Corporation (leader mondial des télécommunications et des technologies de l'information) pendant 7 ans. Mais Yoan est un entrepreneur. En 2017, il démissionne et se met à son compte en créant sa première entreprise, « Yametek », spécialisée dans la conception de logiciels informatiques.

En septembre 2019, il est victime d'un accident de la circulation. Après avoir fait le constat auprès de la police, il doit faire remorquer son véhicule accidenté. Toutes ses recherches d'un dépanneur sur internet restent vaines. Il n'en faut pas davantage pour qu'en juillet 2020, en pleine pandémie, il crée sa deuxième entreprise et se lance dans le dépannage et remorquage de véhicules, avec Assistance Dépannage Services (ADS).

Par Anne-Marie Jobin

EE Monsieur Mabika, alors que vous êtes informaticien, comment, du jour au lendemain, vous lancez-vous dans le dépannage de véhicules ?

C'est l'esprit entrepreneurial qui justifie l'envie de répondre à un besoin. Il était évident qu'une place était à prendre. J'ai étudié le marché, je me suis renseigné sur la faisabilité et sur le camion susceptible d'être adapté.

EE Comment avez-vous financé ce projet ?

Sur fonds propres, grâce à des disponibilités, des économies générées sur ma Société Yametek que je gère en parallèle.

EE Quelle est votre marge de progression ?

Nous avons commencé avec un premier camion. L'objectif est d'enrichir notre flotte chaque



●●● Yoan Mabika,
directeur général d'ADS

année. À ce jour, le pari est respecté : 3 ans d'existence, 3 camions en fonction.

Au regard de cette évolution et après une rapide étude du marché, nous prévoyons de nous implanter à l'intérieur du pays, à Port-Gentil et à Franceville, d'ici l'année prochaine.

EE Continuez-vous à vous autofinancer ?

Oui, même si les banques viennent me solliciter. Cependant, je rentre d'Abidjan où j'ai rencontré de hauts responsables du transport, des infrastructures routières, la mairie, etc. Ils sont très intéressés par le schéma d'ADS. Si nous concluons un marché avec la Côte d'Ivoire, alors je m'adresserai aux banques parce qu'il sera nécessaire de

commencer avec plusieurs camions. J'étudierai cela en temps voulu.

EE Qui sont vos clients ?

Nos clients sont des privés, des particuliers. Nous avons également signé des conventions annuelles avec un certain nombre de structures telles que le groupe Sogafric Holding, l'armée française, Maersk, les maisons d'assurances, le Trésor public et bien d'autres. En réalité, dans ce secteur d'activités, la concurrence travaille dans l'informel, avec des matériels pas toujours adaptés. En conséquence, lorsque les clients sollicitent nos services, soit par appel téléphonique soit par le biais de notre site internet, et que nous nous présentons avec nos assurances, nos camions professionnels, nos collaborateurs spécialisés et formés, tous munis d'un équipement de sécurité, et nos documents, dont notamment les factures qui comprennent la TVA et la CSS... il n'est pas trop difficile de les convaincre.

EE Quels types de véhicules pouvez-vous dépanner ?

Avec le premier camion, nous étions limités à un engin de 3 tonnes. Avec le deuxième camion, une capacité de 8 tonnes et 2 véhicules peuvent

être dépannés : l'un sur le plateau et l'autre tracté. Le troisième nous permettra de dépanner des véhicules d'une capacité de 15 tonnes. De plus, ce camion sera nanti d'un bras télescopique susceptible de porter et de manipuler des véhicules.

EE Combien employez-vous de collaborateurs et par quel biais ?

Nous sommes une petite équipe de 5 personnes pour l'instant, tous des Gabonais. Quand un camion part en dépannage, il est conduit par un chauffeur accompagné d'un assistant.

EE Comment sont-ils formés ?

Évidemment, chaque collaborateur est titulaire du permis poids lourds. Concernant la formation, je m'implique personnellement et m'informe sur les bons fonctionnements, les bons gestes. Il n'existe pas de centre de formation au Gabon. Alors nous travaillons avec des sites de e-learning. Depuis trois ans de collaboration avec deux chauffeurs, nous transmettons notre savoir-faire aux nouveaux ●

Soyez assurés de notre engagement

SOLUTIONS D'ASSURANCE POUR L'ENTREPRISE

f AscomaGabon
in ascoma-gabon
www.ascoma.com

**ASCOMA
GABON**



Notre fierté nationale

Le fruit de mon travail est réinvesti dans mon pays.

PATRICK ZEBIHI
DIRECTEUR DES OPÉRATIONS

INVESTIR *plus* POUR CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT LOCAL

Avec 250 millions d'euros par an d'investissements dans des infrastructures de qualité, nous sommes fiers de participer au développement économique et social de nos pays d'implantation. Nous créons des emplois, formons nos collaborateurs et veillons au bien-être des populations riveraines. Notre engagement s'inscrit sur le long terme.

NOUS FAISONS BIEN *plus* QUE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE